

■ MONDE ARABE
MAGHREB-MACHREK
n° 152 - avril-juin 1996

Source de nombreuses idées reçues, la *politique musulmane de la France* continue aujourd'hui à faire rêver les spécialistes en géopolitique et les orientalistes nostalgiques. A-t-elle toutefois un jour existé ? N'appartient-elle pas plutôt à cette mythologie politique, propre à certains cercles diplomatiques et universitaires, pour qui l'*Orient musulman* ne représente pas seulement une utopie mais aussi un vecteur d'action et de mobilisation ?

Au travers d'approches historiques, H. Laurens, V. Cloarec, J. Sbai et R. Santucci tentent d'apporter des éléments de réponse, retraçant les principales étapes de ce «grand projet» dont on fait remonter les débuts à l'expédition d'Égypte. Néanmoins, la politique musulmane de la France ne saurait être confondue avec «sa» politique arabe. Si la première est *avant tout une confrontation entre la France et les réalités islamiques*, la seconde, plus pragmatique, est indissociable de l'entreprise coloniale au Maghreb et au Proche-Orient. En ce sens, *la politique musulmane n'est pas une politique en faveur des musulmans mais la prise en compte des réalités musulmanes dans l'action intérieure et extérieure de la France*. Aussi, a-t-elle reposé sur une collaboration étroite entre le monde politique et les milieux universitaires, ces derniers fournissant aux décideurs les éléments indispensables à la connaissance du fait islamique.

Hormis le dossier, signalons la présence de deux articles traitant de la question israélo-palestinienne.

L'étude détaillée et documentée de J.F. Legrain rend compte des développements récents du projet sioniste répondant fondamentalement, selon lui, à une logique de *judaisation*. S'appuyant sur une enquête de terrain réalisée dans un camp de la bande de Gaza entre 1994 et 1996, L. Bucaille analyse les formes de mobilisation identitaire en relation avec les conditions de vie des réfugiés.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
124, rue Henri Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex

■ ANNALES MAROCAINES
D'ÉCONOMIE
n° 15, Printemps 1996

Maghreb-Union Européenne : nouveau partenariat

Ce numéro consacre l'essentiel de ses contributions à l'intégration régionale entre les rives nord et sud de la Méditerranée. Celle-ci s'inscrit dans un vaste mouvement conduisant à la constitution progressive, effective (ou au moins projetée) de grands blocs régionaux de libre-échange (ALENA, MERCOSUR). L'établissement du partenariat entre le Maghreb et l'Union Européenne, qui participe de cette profonde dynamique, est dans l'intérêt de tous les pays signataires, puisqu'elle permettra d'accroître le bien être collectif par *la multiplication des échanges commerciaux et par l'afflux massif des investissements européens vers le Maghreb* (J Bouiyou). En substance, on assistera à un jeu à somme positive, où les synergies mises en oeuvre permettront d'engendrer des flux supplémentaires de revenus pour tous les participants.

Concrètement, l'Union Européenne (UE) a déjà signé deux accords d'association: l'un avec la Tunisie et l'autre avec le Maroc. Mais dès lors que l'Algérie se distingue par son absence, est-il encore pertinent de parler de partenariat UE-Maghreb ? J. Bouiyou avance ainsi l'idée que le Maghreb, privé de l'Algérie, serait affaibli dans ses négociations avec l'UE. Un rapport de force apparaîtrait en filigrane : les gains évoqués précédemment ne seront pas automatiques pour tous. C'est pourquoi les partenaires maghrébins n'ont pas réussi à définir une position consensuelle en faveur de ces accords: il convient donc, entre autres nécessité, de préparer les agents économiques à l'échéance où ils devront faire face à une compétition acharnée de la part des industriels européens. C'est dans cette optique que l'association des économistes marocains a élaboré ce numéro des *Annales Marocaines d'Économie*, dans lequel elle essaie de *dresser un tableau des avantages et des inconvénients, des coûts et des bénéfices de la création de la zone de libre-échange entre l'UE et le Maghreb, tant au niveau politique qu'économique*.

ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES MAROCAINS
Bd Moulay Slimane
Résidence Moulay Ismail, appt.4,
imm.B- Rabat

■ REMALD
n° 6, Printemps 1996

1946-1996. 40 ans d'administration

Au moment où la Banque Mondiale dresse, dans son dernier rapport (dont les extraits concernant le secteur public figurent en annexe du numéro), une analyse critique sur le fonctionnement de l'administration marocaine, et tandis que le processus de privatisation amorcé au Maroc bouleverse l'articulation entre acteurs publics et acteurs privés, la réforme de la Constitution a rendu plus nécessaire encore une réflexion de spécialistes du droit public sur la nature des réformes administratives à mettre sur pied. *Repenser l'administration* : ce numéro spécial de la REMALD examine la constitution et l'évolution de l'administration marocaine moderne issue de l'indépendance.

En menant une réflexion à la fois sur des aspects techniques et procéduraires, et sur des vues plus générales de l'administration - qui demeure un rouage essentiel entre les instances étatiques et la société, les auteurs se penchent sur l'évolution des fonctions et des pratiques administratives. La question du statut et du rôle des collectivités régionales apparaît, à ce titre, comme centrale : depuis les changements constitutionnels de 1992, un processus de déconcentration et de décentralisation est mis en oeuvre, au profit de l'instance régionale. L'accent est mis aussi sur les mutations sociales engendrées par cette administration, par le biais de politiques publiques (est analysé l'exemple des différentes étapes de la normalisation d'un droit de l'urbanisme). Le lien avec la politique est abordé sous la forme d'une étude sur la forte participation des fonctionnaires *à la vie parlementaire* : fonctionnarisation du politique ou politisation de l'administration ?

Le constat d'échec, ou du moins de dysfonctionnement, est latent, notamment en matière de conformité des pratiques administratives au droit, mais l'ouvrage plaide moins pour une explication en terme de dérèglements structurels que de dysfonctionnements de jeunesse auxquelles les réformes entendent remédier.

REVUE MAROCAINE D'ADMINISTRATION
LOCALE ET DE DÉVELOPPEMENT
33, Bd Ibn Sina, n° 14, Rabat Agdal
BP 2069 Rabat, 10104 MAROC.

■ CEMOTI

Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien
N° 20 - 1995

Médias d'Iran et d'Asie centrale

La relation entre *médias et pouvoir en Iran* depuis cent cinquante ans révèle l'emprise de l'Etat sur l'ensemble des moyens de communication de masse.

Mise à part l'éphémère période 1979-1980 où ils purent jouir d'une totale liberté, ils restent assujettis à une autorité qui ne manque pas d'exercer sa censure. Cependant, la presse écrite parvient, chaque fois que le pouvoir s'assouplit, à refléter avec davantage de fidélité la diversité des opinions (K. Motamed-Nejad).

Aux voix qui s'élèvent pour demander une ouverture vers l'extérieur et notamment vers l'Occident, le gouvernement répond aujourd'hui par la négative en invoquant l'invasion culturelle occidentale contre laquelle il lutte, depuis 1994, au moyen d'une législation répressive s'appliquant aux antennes paraboliques (tentation qui touche de nombreux autres pays autoritaires). Ce mythe de l'invasion tenterait en fait de dissimuler les hésitations d'une société islamique iranienne désarmée et impuissante face aux tenants de la liberté d'expression et de pensée (A. Kian).

Les journalistes de la nouvelle République du Tadjikistan sont également confrontés au poids de la censure, et les atteintes à la liberté d'expression sont fréquentes. Mais parallèlement, une presse d'opposition se développe à l'étranger, notamment dans les camps de réfugiés tadjiks en Afghanistan, où les informations et les slogans s'affichent sur les tentes du H.C.R.. De même, bien que clandestin et publié à Moscou, le journal *Tcherâq-e Rouz*, le plus lu de la capitale, émane des milieux de l'opposition (M. Rad).

S'il existe dans la proche République du Kazakhstan une plus grande liberté, ce sont en revanche les problèmes matériels qui interdisent l'essor des médias (A. Kouspanova).

Malgré les nombreuses restrictions auxquelles ils sont soumis, les médias dans cette région du monde connaissent un essor relatif, qui pourrait attester d'une certaine autonomisation de la société civile vis-à-vis de l'État (N. Yavari d'Hellencourt).

CEMOTI

4, rue de Chevreuse, 75006 Paris

■ REVUE MÉDITERRANÉENNE D'ÉTUDES POLITIQUES

n°2 - Printemps 1996

Questions de religion en Méditerranée

Pour sa deuxième livraison, la *R.M.E.P.*, animée par les étudiants et les enseignants de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, consacre son dossier aux religions dans le bassin méditerranéen. Dans une perspective pluridisciplinaire, les contributions traitent de thèmes aussi divers que les enjeux de la laïcité dans la France d'aujourd'hui (F. Lorcerie et M. Lavis), la gestion politique de l'islam (B. Etienne et V. Geisser), les pratiques associatives bouddhistes en France (L. Dhô), les communautés protestantes en Provence (C. Borello), les comportements politiques et sociaux des catholiques de la région (E. Roque et C. Grimaglia) ou encore les enjeux de la catéchèse dans la société moderne (L. Réginensi).

Basées sur des enquêtes de terrain et des archives historiques, ces articles ont le mérite de rendre compte de la production universitaire sur le champ religieux, sans pourtant tomber dans les travers de l'académisme. Comme dans son premier numéro, la revue ne s'adresse pas exclusivement à un public de spécialistes mais aussi aux lecteurs profanes, ce qui explique le ton parfois didactique.

Le dossier est éclairé par des travaux périphériques comme ceux de F. Chave sur l'iconographie du diable à la fin du Moyen-Age ou de L. Roche et V. Gonzalez-Laporte sur l'influence de la religion dans la construction nationale au Mexique.

La *R.M.E.P.* publie, enfin, les résultats d'une enquête « sortie des urnes » sur le vote des Français d'origine maghrébine aux Présidentielles dans la cité phocéenne (S. Kelfaoui et V. Geisser). L'absence d'un « vote communautaire » n'exclut pas la présence dans l'espace politique marseillais d'enjeux visant à instrumentaliser et à récupérer les identités ethniques et religieuses. On voit ici que la relation entre *politique et religion* est plus que jamais d'actualité.

REVUE MÉDITERRANÉENNE
D'ÉTUDES POLITIQUES

25, rue Gaston de Saporta
13625 Aix-en-Provence cedex 1

■ L'ANNÉE SOCIOLOGIQUE

Volume 46 - n°1 - 1996

Nation, nationalisme, citoyenneté

C'est paradoxalement dans le contexte d'une globalisation économique que l'on observe une poussée des mouvements nationalistes en Europe et dans le monde, s'accompagnant d'une quête obsessionnelle de l'identité au travers de la culture ou de la religion, et d'un repli sur les espaces nationaux. Cette contradiction n'est qu'apparente pour A. Touraine qui y voit les deux faces d'un même phénomène incitant sociologues et politologues à repenser les concepts de nation et de citoyenneté. Une première piste critique proposée par A. Dieckhoff consiste à relativiser la valeur heuristique du modèle classique qui oppose un nationalisme politique et civique (censément illustré par la France) à un nationalisme culturel et ethnique de type allemand. Car c'est précisément dans la dialectique culture/politique que réside la clef de tout mouvement de mobilisation nationale.

Autre remise en cause, celle d'une évolution linéaire de la citoyenneté selon les trois stades proposés par le sociologue britannique T.H. Marshall (décrits ici par P. Birnbaum) : citoyenneté civile, politique, puis sociale. En réalité, celle-ci se construit de façon fortement conflictuelle, comme le montre Y. Deloye à propos de l'attitude du clergé catholique vis-à-vis de la citoyenneté républicaine entre 1870 et 1940. D'autre part, les compromis qui constituent la base de la citoyenneté sont en tous lieux (C. Jaffrelot analyse ici le cas de l'Inde) susceptibles d'évolutions et de renégociations : les questions de la défense nationale (F. Gresle) ou de l'Etat-Providence (P. Hassenteufel) en sont de bonnes illustrations.

Si, en définitive, sentiment d'appartenance nationale et citoyenneté ont un rôle décisif à jouer, c'est sans doute celui de médiation entre des *économies ouvertes* et des *cultures fermées*.

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE - 108,
boulevard Saint-Germain - 75006 Paris.

* MIGRATION

A european journal of international migration and ethnic relations
Edition spéciale 1995

La bourgeoisie : les nouveaux immigrés dans la vie politique française

Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, l'immigration maghrébine en France a été traitée presque exclusivement sous les angles de l'exclusion et de la déviance identitaire. Rompant avec les représentations misérabilistes, les auteurs de ce numéro, coordonné par C. de Wenden, s'interrogent sur les phénomènes de mobilité et les stratégies d'ascension sociale à l'oeuvre dans les collectivités maghrébines. La libéralisation du statut des associations et la mobilisation des nouvelles générations issues de l'immigration ont favorisé l'émergence d'*élites intermédiaires* qui présentent l'originalité de recourir autant à des ressources particularistes (jeu autour du différentialisme maghrébin) qu'universalistes (inscription dans la citoyenneté française).

S'appuyant sur une étude réalisée auprès de conseillers municipaux, V. Geisser montre ainsi la capacité de ces élites maghrébines à manipuler simultanément plusieurs registres de légitimation.

Réfléchissant sur les dirigeants associatifs, J. Césari souligne le lien étroit entre promotion sociale et ethnicisation des formes de mobilisation. Dans un contexte de crise économique et politique, un nombre croissant de jeunes issus de l'immigration sont tentés d'utiliser les associations comme tremplin.

S'intéressant plus particulièrement aux femmes maghrébines, M. Belhadj explique leur réussite scolaire relativement exceptionnelle par les contextes familiaux. *Il se dégage manifestement un «particularisme» féminin que l'on observe peu ou rarement pour l'ensemble des femmes françaises issues de mêmes milieux sociaux.*

On notera également un bilan des études françaises sur l'immigration (1990-1995), établi par V. Amiraux qui met en exergue la primauté de l'individualisme méthodologique et des approches en terme d'espace politique national parmi les orientations actuelles.

MIGRATION

Verlagsabteilung des Berliner Instituts für Vergleichende Sozialforschung e. V.
Edition Parabolis - Postfach 30 11 25 - D-10722 Berlin

■ REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES

n°147 - mars 1996

Villes de l'avenir : la gestion des transformations sociales

Dans un contexte de mondialisation, les villes se transforment spatialement et socialement ; tertiarisation, métrou ou mégapolisation, doublement des centres d'affaire, dispersion des lieux de résidence et des sites d'emplois, développement du trafic automobile, pauvreté, violence, pollution définissent de plus en plus les agglomérations urbaines.

La *fragmentation* urbaine constitue l'une des manifestations les plus probantes de ces changements. Elle repose sur une ségrégation sociale et/ou ethnique, mais ne se traduit pas nécessairement par une dissociation des lieux d'habitat des classes aisées et moyennes, et des défavorisés. Une telle proximité spatiale peut entraîner, comme à Sao Paulo, au Brésil, la création d'enclaves résidentielles et commerciales fortifiées et surprotégées, légitimée par un discours sécuritaire dans un contexte de forte criminalité.

Face à ces transformations, la question de la gestion urbaine et du développement durable des villes se pose de manière aiguë. La *gouvernance*, qui renvoie à la collaboration dans les affaires publiques entre gouvernements centraux, autorités locales, organismes privés, internationaux, ONG et populations, apparaît, aux yeux même des instances internationales, comme le moyen d'affronter cette nouvelle situation.

Dans plusieurs pays, des formes de gouvernance émergent : la Grande Bretagne (Leicester), ainsi que de nombreux gouvernements asiatiques associent au développement urbain les communautés locales afin de réaliser un modèle de *ville multiculturelle*. Rome et Barcelone offrent aussi des exemples de gestion municipale s'appuyant sur la participation de la population.

D'une manière générale, on ne peut oublier que les citoyens sont partout en *quête de citoyenneté* et se mobilisent pour faire valoir leur droit à la ville. Ils portent ainsi en eux les germes de la *gouvernance*.

UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 Paris cedex 15

■ LE DÉBAT

n° 90 - mai-août 1996

Le sommaire de cette livraison est composé de quatre questions auxquelles sont apportées des réponses variées et personnalisées.

Que peut le roman ? Les propositions de R. Pividal, qui voit dans le roman des histoires racontées devant permettre aux hommes de pourvoir leur expérience d'un sens, sont soumises ici à l'avis de trois autres écrivains et romanciers : M. Chaillou, J. Roubeaud et P. Sollers.

Un entretien avec V. Descombes soulève une seconde interrogation sur la dimension philosophique des sciences sociales. Celle-ci déplace les querelles méthodologiques sur le terrain de l'*ontologie*, et invite les chercheurs à réfléchir sur *les concepts d'esprit* qui guident leurs programmes. Dans ce même dossier, J.-C. Passeron traite également de la tension entre l'unicité de l'intelligibilité scientifique et la pluralité des disciplines et des styles d'argumentation.

Inquiets quant à l'avenir de l'anthropologie, C. Coquery-Vidrovitch et L. de Heusch examinent, quant à eux, l'héritage et les tâches d'*une science des autres* encore trop marquée par l'expérience de la décolonisation, et *devenue incertaine de son objet comme de son esprit*.

Enfin, le dialogue s'engage, autour de l'ouvrage d'A. Peyrefitte, entre ce dernier et deux auteurs, M. Crozier et F. Crouzet. La *confiance* est-elle le facteur central pouvant expliquer le Développement, notamment les disparités et les divergences historiques entre régions et entre pays ?

Deux voix, par ailleurs, se singularisent dans ce numéro. J. Starobinsky, se penchant sur quelques notes écrites par Rousseau en marge d'un volume des *Essais* de Montaigne, restitue les liens entre les auteurs et leurs oeuvres, tandis qu'E. Plenel, dans un entretien consacré à la nouvelle formule du journal *Le Monde*, évoque sa vision d'une nouvelle culture professionnelle et la nécessité de faire admettre, par les pouvoirs intellectuels et politiques, le rôle citoyen du journalisme.

LE DÉBAT - HISTOIRE, POLITIQUE, SOCIÉTÉ
Editions Gallimard : 5, rue Sébastien-Bottin - 75328 Paris Cedex 07